

## Le dangereux affaïssement de l'Union européenne

LEMONDE.FR | 25.05.11 | 09h16 • Mis à jour le 25.05.11 | 15h16

**D**urant les mois les plus critiques de la crise de la dette en Europe, un certain nombre de commentateurs américains se sont délectés de scénarios prévoyant la disparition de la monnaie unique et, par suite, de l'Union européenne elle-même. Le recul historique montre cependant que la construction européenne progresse par à-coups : c'est le plus souvent dans les crises que se forment les grands compromis qui permettent des avancées institutionnelles majeures. Pour un(e) Européen(ne) aux Etats-Unis, il y a donc une certaine fierté à garder son sang froid et à se ranger derrière l'analyse dénuée de catastrophisme d'un Stanley Hoffmann, cet observateur réaliste (au meilleur sens du terme) de l'intégration du vieux continent, né en Autriche à la fin des années 1920 et naturalisé français, puis émigré outre-Atlantique pour accomplir à Harvard University la carrière que l'on connaît.

Cette volonté de ne pas donner crédit à certains fantasmes est cependant soumise à rude épreuve, pour qui observe le dangereux affaïssement que connaît aujourd'hui l'Union européenne. Pas d'effondrement spectaculaire ou de déchirement, la rhétorique de l'unité étant toujours de mise, mais de sérieuses fêlures dans les piliers de l'édifice européen, un détricotage progressif des acquis politiques, sous forme de réponse des dirigeants de tous bords aux événements qui secouent le monde.

En premier lieu, l'avenir de la monnaie unique ne semble en rien assuré. Comme par le passé, la réponse à la crise fut un renforcement de l'intégration, avec l'adoption du Pacte pour l'Euro, subtil compromis entre conceptions françaises et allemandes de ce que doit être une gouvernance économique renforcée au sein de l'Union. Ceci étant, il faudra encore voir si le pacte est en mesure de convaincre les marchés, et s'il est porté par une solide volonté politique permettant d'éviter la répétition des erreurs du passé, lorsque Paris et Berlin, le moment venu, avaient fait fi des règles du Pacte de stabilité et de croissance.

Récemment, des rumeurs se sont propagées selon lesquelles les dirigeants grecs envisageraient une sortie de leur pays de la zone Euro. Si cette éventualité semble peu probable, parce qu'elle apporterait davantage de problèmes que de solutions, on sait que la dangerosité de tels scénarios réside en ce qu'ils deviennent parfois des prophéties auto-réalisatrices. On voit bien comment la dislocation de la zone Euro pourrait entraîner la fin de l'Union européenne, tant la monnaie unique en constitue, avec le marché commun, l'accomplissement majeur.

Deuxième motif d'inquiétude, l'afflux de réfugiés en provenance du monde arabe donne lieu actuellement à une remise en cause des accords de Schengen qui garantissent la libre circulation des personnes entre les pays signataires. Cette offensive de renationalisation de la politique migratoire est menée en particulier par la France, qui refuse d'accueillir les Tunisiens en provenance d'Italie et dénonce l'incapacité de cette dernière à sécuriser les frontières extérieures de l'Union. La suspension de la libre circulation a été peu ou prou entérinée par la Commission européenne, trop faible pour garantir l'acquis européen lorsque les "grands" Etats donnent de la voix. Il faut pourtant se demander si l'arrivée de 25 000 Tunisiens en Europe constitue réellement des circonstances exceptionnelles justifiant la suspension des règles fondamentales de fonctionnement de l'Union. A l'époque des conflits en Ex-Yougoslavie, l'Allemagne avait seule fait face à des afflux bien plus importants de réfugiés. Les temps, semble-t-il, ont changé.

De manière générale, on ne peut que s'attrister de la réaction de repli des dirigeants européens face aux révolutions pacifiques menées par la jeunesse arabe au nom des valeurs de liberté et de démocratie dont l'Europe prétend porter l'étendard haut et fort à travers le monde. Du point de vue de l'Union elle-même, la réintroduction de contrôles temporaires aux frontières intérieures à l'espace Schengen est un affaïssement certain de l'une des quatre libertés fondamentales garanties par les traités européens (circulation des personnes, des biens, de capitaux et des services) et, qui plus est, de celle qui touche au plus près les citoyens davantage que les marchés. En pensant aux enjeux de politique intérieure dans les divers Etats membres, on perçoit bien vers quelles dérives peuvent mener de telles mesures. Aux Pays-Bas, le Ministre libéral (!) de l'emploi Henk Kamp, a proposé, en contradiction avec toutes les règles européennes, que travailleurs ressortissants des Etats d'Europe centrale et orientale soient tout simplement expulsés au bout de trois mois s'ils venaient à perdre leur emploi.

Enfin, si les fondations de l'Europe semblent ébranlées sous les coups de boutoirs des événements extérieurs, la

construction européenne est également minée de l'intérieur par une révolution silencieuse : la montée du séparatisme régional, dont le succès repose sur un savant mélange de revendications identitaires et d'égoïsme économique. L'enthousiasme que suscite le nationalisme régional au sein de la jeunesse catalane laisse entrevoir les possibilités de désintégration de certains Etats européens. L'inextricable crise politique belge constitue sans doute l'expression la plus aigüe des forces centrifuges qui tiraillent le continent. Si tous les régionalismes ne sont pas nécessairement anti-européens, on voit mal comment les régions pourraient se porter garantes de la préservation et de l'approfondissement de l'intégration européenne. Alors que l'Europe des Etats souffre d'un manque de coordination et de dysfonctionnements patents, une hypothétique Europe des régions ne pourrait qu'accentuer ces problèmes.

Afin de ne pas donner raison à ceux qui prédisent, parfois avec un contentement à peine dissimulé, la fin de l'Union européenne, il est urgent que les dirigeants européens se montrent à la hauteur de la tâche, c'est-à-dire la redéfinition, face aux circonstances les plus difficiles, des règles du " *vivre ensemble* " en Europe.

*Amandine Crespy est aussi professeur-assistante à l'université libre de Bruxelles (ULB) et Currently Visiting Scholar at the Center for European Studies - Harvard University*

## **Amandine Crespy, assistant-professor for political science/EU studies institut d'études européennes**

---

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact

**Journal** d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.

---